

**Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC)**  
**Déclaration en plénière @CFS47 | 9 février 2021**  
**PTPA (2020 - 2023) Section à évolution constante**  
*Jessie MacInnis - NFUC/LVC, au nom du groupe de travail jeunesse du MSC*

---

Je m'appelle Jessie MacInnis. Je suis une paysanne pratiquant la petite agriculture agroécologique, vice-présidente de la section « Jeunes » du Syndicat national des agriculteurs du Canada, membre fondatrice de LVC et membre du Groupe de travail « Jeunesse » du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones.

Aujourd'hui, je m'adresse à vous au nom des jeunes femmes, des hommes et des jeunes non-binaires, des paysans et des petits exploitants, des jeunes en situation d'insécurité alimentaire en milieu urbain, des ouvriers agricoles et de tous nos frères et sœurs du MSC - pour exprimer notre frustration, notre déception et notre colère.

Hier, les pays les uns après les autres ont pris la parole pour dire à quel point la crise aiguë du Covid-19 exige des solutions d'urgence. Vous avez prétendu parler au nom de ceux qui, dans le monde entier, ont été dévastés par cette crise sanitaire - cette crise alimentaire - ces multiples crises de nos fragiles modèles économiques néolibéraux, crises de gouvernance et crises de développement. Vous êtes venu à la plénière du CSA cette semaine - un organe créé puis réformé dans le but précis de traiter les crises alimentaires - et vous avez dit à la communauté internationale que c'était la question la plus importante à laquelle nous étions confrontés aujourd'hui - que nous devions faire face à la dévastation.

Et pourtant, il n'y a pas eu de réponse politique. Au beau milieu d'une crise dans laquelle les voix de toute la planète résonnent de manière de plus en plus forte et claire, un grand nombre de gouvernements négociateurs ont choisi d'ignorer cet appel urgent. Depuis mars, le MSC et le Groupe d'experts de haut niveau tirent la sonnette d'alarme - exigeant que le CSA agisse - et demandent à la communauté internationale de s'attaquer ensemble à cette crise alimentaire. Et pourtant, rien n'a encore été fait.

Vous demandez continuellement aux jeunes de s'engager - de participer - et on nous dit que nous serons écoutés - que vous voulez travailler avec nous, que nos idées sont d'une importance capitale. Et c'est ce que nous avons fait : nous vous avons présenté nos préoccupations en octobre ; nous avons proclamé notre Déclaration pour une transformation radicale des systèmes alimentaires ; nous avons présenté les multiples manières dont nous et nos communautés avons répondu à la crise du COVID malgré les solutions souvent inadéquates que nous proposent nos gouvernements. Nous nous sommes mis au travail pour bâtir et préserver notre avenir et celui des générations futures. Et malgré cela, il n'y a toujours pas eu de réponse politique coordonnée de votre part. Rien n'est venu de cet organisme pourtant chargé de répondre à la faim et à la malnutrition dans le monde.

C'est inacceptable.

C'est une honte.

Les jeunes du monde entier nous regardent et nous ne pouvons tolérer cet état de fait.

Il n'y a aucune excuse à l'inaction. Le CSA a le mandat, la responsabilité et la capacité de travailler à une réponse coordonnée et multilatérale à la crise des systèmes alimentaires telle qu'elle a été mise à nu par le COVID-19. Il semble que la seule chose qui fasse défaut c'est la volonté politique. Chaque mois de retard est synonyme d'opportunités perdues.

Rester les bras croisés c'est se rendre complice des destructions que cette crise engendre actuellement.

Nous soutenons l'appel lancé aujourd'hui par le Groupe Afrique en faveur d'un changement de la section à évolution constante du PTPA.

Il est temps pour le CSA de remplir son devoir et cette adaptation du PTPA une étape importante. Il inscrira le COVID-19 à l'ordre du jour du CSA - et fournira un espace vital pour discuter de la réponse politique à apporter à cette crise. Nous soutenons cette approche.

Nous nous félicitons également de la déclaration de l'UE, qui souligne la nécessité pour le CSA d'agir face à la crise du COVID, et nous l'invitons maintenant à étayer ses déclarations par des actions.

Nous proposons un ajout au cadre de décision de la session d'aujourd'hui - réaffirmer notre engagement à apporter une réponse politique globale au COVID- 19 - et demander à ce que les pays soutiennent cette réponse. Plus précisément, nous proposons la formulation suivante, que nous publierons également dans le tchat :

- *le CSA convient de poursuivre ses délibérations sur l'impact du Covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que sur la nécessité pour le CSA d'apporter des réponses politiques efficaces*

Nous vous demandons maintenant de répondre à la recommandation du Groupe Afrique concernant la section à évolution constante et à notre recommandation concernant le Cadre de décision. Nous tenons à souligner que la proposition du Groupe Afrique ne fait que combler une "lacune" dans la section à évolution constante du PTPA, étant donné que l'activité "Engagement du CSA dans l'Agenda pour le développement durable de 2030" ne sera pas réalisée comme prévu dans le PTPA, puisque la date limite de soumission de la contribution du CSA au Forum politique de haut niveau a été avancée cette année au 15 mars. Cette proposition a également un impact zéro sur le budget.

Nous ne voulons plus entendre égréner des généralités, de déclarations vagues ou les excuses habituelles. Nous voulons de l'ACTION !

- Vous direz peut-être que nous ne pouvons pas rouvrir l'ordre du jour du PTPA. Mais l'objectif de la section à évolution constante du PTPA est justement de permettre de répondre à des crises comme celle-ci. Lorsque le CSA a adopté le processus du PTPA en 2018, il a insisté sur le fait que le travail du CSA devait être « guidé par les besoins des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition et ancré dans les réalités du terrain » et a identifié la plénière comme étant le lieu privilégié pour définir les demandes et les priorités. (CFS 2018/45/3).
- Peut-être vous inquiétez-vous de la charge de travail des délégués du CSA ? Mais qu'en est-il de la charge de travail écrasante que le COVID fait peser sur les épaules de nos secteurs sociaux, les femmes en particulier, et des représentants des autorités qui travaillent sur le terrain, notamment dans le Sud, et que les orientations politiques du CSA pourraient permettre d'alléger ?
- Vous direz peut-être que nous ne pouvons pas aborder des points qui ne figurent pas dans le PTPA. Mais ces derniers jours, nous vous avons entendu parler à maintes reprises du Sommet FSS de l'ONU et vous avez consacré du temps à la préparation de la réponse du CSA à ce sujet. Et pourtant, le Sommet FSS ne figure nulle part dans le PTPA. Nous POUVONS et DEVONS traiter de la crise du COVID- 19 dans le cadre du PTPA - il suffit d'en prendre l'initiative.
- Il n'y a pas d'excuses - nous devons agir.

Nous avons mis notre proposition dans le tchat. Nous vous demandons maintenant de nous faire part de votre réponse.

- Vous engagerez-vous à travailler avec nous pour une réponse politique globale à COVID-19 ?
- Soutiendrez-vous un amendement à la section à évolution constante du PTPA afin de convoquer une réunion pour élaborer des réponses à la crise engendrée par le COVID ?
- Soutiendrez-vous notre ajout au Cadre de décision et inscrirez-vous le COVID-19 à l'ordre du jour du CSA ?

Nous sommes à l'écoute. Nous prenons des notes. Nous rendrons compte à nos communautés sur le terrain.